

Grève aux finances publiques contre le «démantèlement» et les suppressions d'emploi «incessantes»

Par [AFP](#) — 14 mars 2019 à 18:06 (mis à jour à 19:42)



à jour à 19:42)

Des agents des finances publiques manifestent près du ministère de l'Economie et des Finances le 14 mars 2019 à Paris Photo -. AFP

- Grève aux finances publiques contre le «démantèlement» et les suppressions d'emploi «incessantes»

«Faire toujours plus avec moins, on en a marre»: les agents des finances publiques se sont mobilisés jeudi partout en France contre le «démantèlement» de leur administration et les suppressions d'emplois «incessantes», affichant leur détermination à «continuer le combat».

Avec «30% de grévistes» au plan national, c'est «une belle réussite pour un premier jour» de grève nationale après déjà plusieurs semaines de mobilisations locales depuis janvier, s'est félicitée Anne Guyot-Welke (Solidaires Finances publiques).

De son côté, la direction générale des finances publiques (DGFIP) a fait état auprès de l'AFP d'un taux de grévistes de 27,32%.

Le mouvement, à l'appel des syndicats Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC unis sous la bannière «Même plus l'impôt sur les os», a donné lieu à des rassemblements dans plusieurs villes, et notamment à Tourcoing (Nord), ville de leur ministre de tutelle, Gérald Darmanin.

«Darman'importe quoi», «Suppressions de postes, service low cost», pouvait-on lire sur les pancartes brandies dans le cortège - 300 personnes selon la police, 700 selon les organisateurs - qui regroupait à Tourcoing des agents du Nord-Pas-de-Calais essentiellement, mais aussi de Seine-Maritime et de Moselle.

La DGFIP a déjà perdu «25.000 (emplois) en dix ans» selon les syndicats, et de nouvelles suppressions de postes se profilent avec un projet de réorganisation des missions et des implantations de proximité. «Les chiffres qui circulent laissent entrevoir la disparition de 30.000 emplois dans les trois à cinq ans à venir», s'alarment les syndicats.

«La réalité, c'est qu'on a du mal à réaliser notre travail», déplore Olivier Courbe-Vadebout (CGT). «Les contribuables font la queue à l'accueil, ils ont du mal à nous joindre au téléphone parce qu'on n'est pas assez nombreux», souligne-t-il.

- Casse en «mode industriel» -

A Toulouse, haut lieu de la contestation avec six semaines de grèves et blocages perlés, plusieurs centaines d'agents ont manifesté derrière une banderole proclamant «Faire toujours plus avec moins, on en a marre». Aux finances, la «casse est passée du mode artisanal au mode industriel», estime Raphaël Gutierrez, un contrôleur des finances de 50 ans.

Partout, les agents dénoncent une «surcharge de travail», et «la souffrance» qui va avec. Logique alors que les effectifs «baissent» et qu'il y a «de plus en plus de foyers fiscaux», explique Sandra Demarcq (Solidaires), présente au rassemblement devant le ministère des Finances à Paris où se sont retrouvés plus de 200 agents venus d'Ile-de-France, selon une journaliste de l'AFP.

«22%» de grévistes dans le Val-d'Oise, «40,6%» dans le Val-de-Marne, «19,87%» dans les Hauts-de-Seine... Au micro, les délégués évoquent une mobilisation partout en hausse et leur détermination à «continuer le combat». Une prochaine journée de grève est déjà programmée le 28 mars.

Fusion des services des impôts aux particuliers (SIP) et de ceux aux entreprises (SIE), fermeture de trésoreries, privatisation de missions... «On est là contre le démantèlement du réseau», résume Bertrand Roussel (FO).

Au seul niveau des Bouches-du-Rhône, selon Philippe Laget (CGT), la réforme entraînerait la fermeture de plus des deux tiers des 26 trésoreries, de la moitié des 18 SIP et de cinq des sept services de publicité foncière (anciens bureaux des hypothèques), au nom de la «dématérialisation des procédures».

«Si les implantations actuelles ferment, au lieu d'avoir un interlocuteur physique», les usagers devront «appeler un numéro payant ou se débrouiller seuls sur internet», avertit Christine Helstroffern, représentante de Solidaires dans le Bas-Rhin où «une dizaine de sites» étaient fermés.

A Marseille, plus de 200 agents ont occupé la direction régionale selon un photographe de l'AFP, retenant brièvement l'adjointe de la déléguée du directeur général. Ils étaient environ 130 rassemblés à Nice, près d'une centaine à Rennes, une cinquantaine à Strasbourg ou une trentaine à Metz. En Loire-Atlantique, «tout est paralysé» avec la fermeture des «quatre plus gros sites du département», s'est réjoui Pierre-Yves Grellier (CGT).

Les syndicats, qui fustigent «l'absence de dialogue social réel» au ministère, seront reçus le 26 mars par M. Darmanin. Un rendez-vous qui leur a été fixé mercredi soir, à la veille de cette journée de mobilisation.